



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique

**Arrêté préfectoral n° 2024/01736 du 30 MAI 2024**

**portant mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE) – ECOPUR  
sise 89, route du Moulin à BONNEUIL-SUR-MARNE**

LA PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 511-1 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement (GIDAF) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 avril 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux appareils de combustion, consommant du biogaz produit par des installations de méthanisation classées sous la rubrique n° 2781-1, inclus dans une installation de combustion classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2910 ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008/5281 du 18 décembre 2008 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2023/02910 du 4 août 2023 portant délégation de signature à M. Bachir BAKHTI, sous-préfet de Nogent-sur-Marne ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 mars 2024 établi à la suite de la visite d'inspection, effectuée sur le site le 12 octobre 2023, et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le courrier préfectoral en date du 18 avril 2024 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de la sanction susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**VU** le courrier de réponse en date du 26 avril 2024 de l'établissement ECOPUR ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement exploité par la société ECOPUR au 89 route du Moulin bateau à Bonneuil-sur-Marne, est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement relevant des rubriques 2771 (A), 3520-a (A), 2240-A (A), 2718-1 (A), 2790-A (A), 2791-1 (A), 2716-1 (E), 2910-A-2 (DC) dont les risques et nuisances sont réglementés par les arrêtés préfectoraux et ministériels susvisés ;

**CONSIDÉRANT** que depuis 2016, les effluents aqueux rejetés par ECOPUR dans le point de rejet des eaux usées sont fréquemment à une température dépassant les 30 °C notamment l'été ;

**CONSIDÉRANT** que face aux inobservations des prescriptions applicables à la présente installation, il convient de mettre en demeure l'exploitant à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire, en vertu du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - À compter de la notification du présent arrêté, la société ECOPUR sise au 89 route du Moulin bateau à Bonneuil-sur-Marne, est mise en demeure de respecter **dans un délai de 12 mois** :

a) l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2008 :

« Les effluents (rejetés) doivent également respecter les caractéristiques suivantes :  
- température : <30 °C (...) »

**ARTICLE 2** - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 n'est pas satisfaite dans les délais prévus par le présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II.

**ARTICLE 3** - Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Melun (43 rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630 - 77 008 Melun Cedex) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

- par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Val-de-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès de la Préfète du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès de la Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires 246 boulevard Saint-Germain 75 007 Paris ;

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

**ARTICLE 4** - Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne et la directrice de l'Unité départementale du Val-de-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ECOPUR à Bonneuil-sur-Marne.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le sous-préfet de Nogent-sur-Marne



Bachir BAKHTI